

2 : Le monde tel qu'il va : essai sur les mécanismes (le textile)

Le courrier de Cassandre n°2 pour une carte du Monde nouvelle, pour une géographie "curieuse" vous est offert le 10.12.04 par Pierre Gentelle.

Cassandre : voir *Dictionnaire des Noms Propres*, Le Petit Robert. À garder sur sa table de travail pour ne pas mourir idiot. Entre les trois Cassandre, choisir la première.

Le monde tel qu'il va : essai sur les mécanismes

Le 1er janvier 2005, tous les quotas à l'importation du secteur des T + H (Textiles et Habillement) vont être supprimés dans le monde. Pourquoi ? C'est un autre sujet. Cela veut dire que toutes les fringues que nous pourrions porter, les tissus de nos rideaux, les enveloppes soyeuses de nos canapés coquins pourront entrer en France (et ailleurs) de n'importe où sans aucun droit de douane.

Vous avez peut-être déjà l'impression de n'être vêtus que de tissus ou de *tee-jeans* venant d'ailleurs (Mexique, Corée, Maroc, Chine, Croatie, Grèce, faites donc le tour de votre garde-robe et lisez les étiquettes, c'est marqué). Cette impression n'est rien encore à côté de ce qui se profile car, depuis quarante ans, des quotas d'importation empêchaient les pays producteurs les plus dynamiques d'envahir les marchés les plus solvables de la planète, dont le nôtre. Ce reste de protectionnisme doit voler en éclats avec la mise en application d'une directive décidée par l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) lors des accords de Marrakech en 1994. La levée des quotas avait été programmée sur 10 ans, délai que l'on croyait assez long pour que chacun s'habitue à la chose. La progressivité fut pitoyable (Etats-Unis 11% seulement, Europe 30 %) Ce sont donc, d'un coup, 834 mesures d'interdiction d'importation qui vont être brutalement supprimées le 1er janvier prochain aux Etats-Unis, 292 au Canada et 212 dans l'Europe Unie. Sans entrer dans le détail, je livre à votre sagacité quelques conséquences non seulement prévisibles, mais déjà connues des gouvernements qui se sont bien gardés de les annoncer à leurs opinions publiques.

Il y aura environ 30 millions d'emplois détruits dans le monde.

Bon, on prend l'habitude. Mais où, mais où ? Cassandre vous dira ça un peu plus loin.

Voyons plutôt certains des bénéficiaires, du côté de ceux qui *envoient*. Je vous laisse deviner les bénéficiaires du côté de ceux qui *reçoivent*. L'Inde va passer de 4 % à 15 % du marché de l'habillement aux Etats-Unis et la Chine, dans ce même marché, devrait passer à 50 %. Faut-il s'inquiéter de ce qui va arriver aux petites mains et aux ouvrières fileuses et tisseuses des États américains qui, pour la plupart, viennent de l'émigration clandestine depuis l'Amérique du Sud ou le Mexique, ou bien font partie des « pauvres structurels » étatsuniens (pleurez, bonnes gens, relisez *les Raisins de la colère* et attendez la suite). Le Pakistan va faire une percée en Europe grâce à ses nouvelles usines ultramodernes de tissage de linge de maison. Je pourrais vous dire qui a financé ces usines, mais vous pouvez trouver ça tout seuls.

Comme rien n'est simple en effet, il suffit de savoir que les grandes unités de production modernes qui se trouvent aujourd'hui dans les pays dits « sous-développés » ont été financées et construites ces dernières années par les grandes entreprises des pays développés - pratiquant ce qu'on a parfois un peu vite appelé délocalisation - en raison du bas coût de la main-d'œuvre qu'elles trouvaient hors de chez elles. Maintenant que la suppression des quotas rend les échanges mondiaux plus fluides, de nombreuses entreprises étrangères se préparent à quitter les pays pauvres les plus pauvres (Népal, Sri Lanka, Bangla Desh pour ce qui concerne l'Asie) qui vont prendre de plein fouet le changement du 1er janvier 2005. Mais pourquoi s'en aller, me direz-vous, puisque ces pays possèdent les mains-d'œuvre les moins chères du monde ?

Élémentaire pourtant, mon cher Watson ! La main-d'œuvre n'a *jamais* été le seul critère des délocalisations, contrairement à ce que racontent certains profs de géo qui lisent trop assidûment la grande presse non spécialisée. Les risques financiers des transferts de fonds, le coût de l'énergie, la fréquente mauvaise qualité des infrastructures, les coûts de transaction grevés de la corruption généralisée, l'absence de contrôle de qualité (respect des normes imposées à la commande), l'inégale ponctualité des livraisons de matières premières, de pièces de rechange ou de produits intermédiaires, le coût des transports avec l'inévitable pourcentage de déchets, les insolvabilités organisées, les procédures administratives longues et coûteuses, la très improbable réussite des recours en cas de non-respect des contrats ou de tricherie délibérée font qu'il n'est pas toujours très avantageux de « délocaliser », sauf peut-être pour le bas de gamme (Tati et autres) et/ou les grosses quantités (grandes surfaces) en bas/milieu de gamme.

Comme rien ne s'opposera plus à la pénétration du marché des pays riches par le bas de gamme généralisé (base de ce qu'on appelle en Europe la « consommation des classes populaires » (pardon, *moyennes*, c'est-à-dire celle des salariés qui gagnent jusqu'à 2000 euros par mois et vont remplir leurs caddies d'Auchan à Carrefour en passant par Monoprix et quelques autres sites moins emblématiques), les multinationales n'ont plus aucun intérêt à maintenir à l'étranger leurs usines performantes (sauf le cas du milieu/haut de gamme dont on reparlera ailleurs). Elles vont se tourner à nouveau vers la production dans les pays riches. Mais elles ne le feront, bien entendu, qu'une fois que, dans ces mêmes pays riches, les dernières entreprises textiles européennes et étatsuniennes auront été contraintes de fermer leurs portes. On les rachètera alors pour pas cher et l'on fera à la main-d'œuvre immigrée (légal ou pas) et aux jusqu'aboutistes qui ont décidé de « vivre au pays » la faveur de leur retrouver du travail à condition qu'ils produisent plus, mieux, plus longtemps (en moyen et haut de gamme) et pour des salaires si possible à peine équivalents aux précédents. Ça, c'est un mécanisme courant du capitalisme tel qu'il fonctionne dans sa vérité vraie, un pur cristal.

Bien entendu, ça ne s'enseigne pas dans les lycées, les mécanismes. C'est trop proche de la réalité, de la vie telle qu'elle est, des « travaux pratiques » que chaque élève pourrait faire pour son propre compte en regardant attentivement autour de lui... Vaut mieux faire une causerie théorique et détachée, si possible intemporelle et philosophique, ça évite à la conscience publique d'avoir des troubles qui embarrassent la digestion des recteurs.

Nul n'est en droit d'attendre un changement de comportement de la part des pays producteurs de textile à bas prix, qu'ils conservent ou non des usines performantes. Pourquoi ? Parce qu'ils dépendent beaucoup trop de leurs exportations dans les pays riches. Ainsi, le T+H représente 35 % des exportations totales de l'Inde (35 millions d'emplois, 4 % du PNB, 12 milliards de \$ par an, autant que tout le secteur informatique dont on parlera peut-être une

autre fois), 53 % de celles du Sri Lanka (92 % des exportations à destination de l'Europe et des Etats-Unis), 67 % du Pakistan (11 % du PIB, 38 % de la main-d'œuvre industrielle, 8 milliards de \$ par an), 75 % du Bangla Desh (2 millions d'emplois dont 90 % de femmes, les deux-tiers de l'habillement destinés à l'Europe) ! Quel gouvernement dans ces pays oserait se foudroyer lui-même ?

Le seul comportement possible, pour les pays pauvres (et les régions pauvres des pays riches), c'est la *modernisation*, c'est-à-dire dans chacun des pays la marginalisation de leurs propres pauvres, incapables de répondre à la demande de qualité et de quantité accrue des entreprises locales. Le « progrès » est à ce prix. Ainsi, l'Inde s'est déjà préparé à devenir le deuxième producteur de textiles du monde, après la Chine, avec un plan d'exportation tournant autour de 25 à 30 milliards de \$ en 2013.

Jeunes gens des collèges et lycées, attention au monde dans lequel vous allez bientôt entrer (je veux dire le monde du travail) : tout est déjà dessiné d'avance. Attention à ce qu'on vous raconte dans les salles de classe. À vous de faire l'effort d'apprendre ce qui vous guette et d'avoir la force morale de casser la gueule (symboliquement) à vos parents et à vos profs s'ils vous mènent vers des impasses. Qui le fera à votre place ?

Il y a des fois où je me dis que j'aurais aimé enseigner dans un lycée ou un collège, au lieu de courir le monde. Ça aurait pu être marrant ! Enfin, s'il n'y avait pas les programmes et les inspecteurs généraux...

Pierre Gentelle

Un grand merci, pour les données, à la *Revue Asie du Sud*, novembre 2004, services économiques, Ambassade de France en Inde.